

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2007

Neuf cartes pour comprendre

Michel Bussi et Jérôme Fourquet

Presses de Sciences Po | *Revue française de science politique*

2007/3 - Vol. 57
pages 411 à 428

ISSN 0035-2950

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2007-3-page-411.htm>

Pour citer cet article :

Bussi Michel et Fourquet Jérôme, « Élection présidentielle 2007 » Neuf cartes pour comprendre,
Revue française de science politique, 2007/3 Vol. 57, p. 411-428. DOI : 10.3917/rfsp.573.0411

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2007

Neuf cartes pour comprendre

MICHEL BUSSI ET JÉRÔME FOURQUET

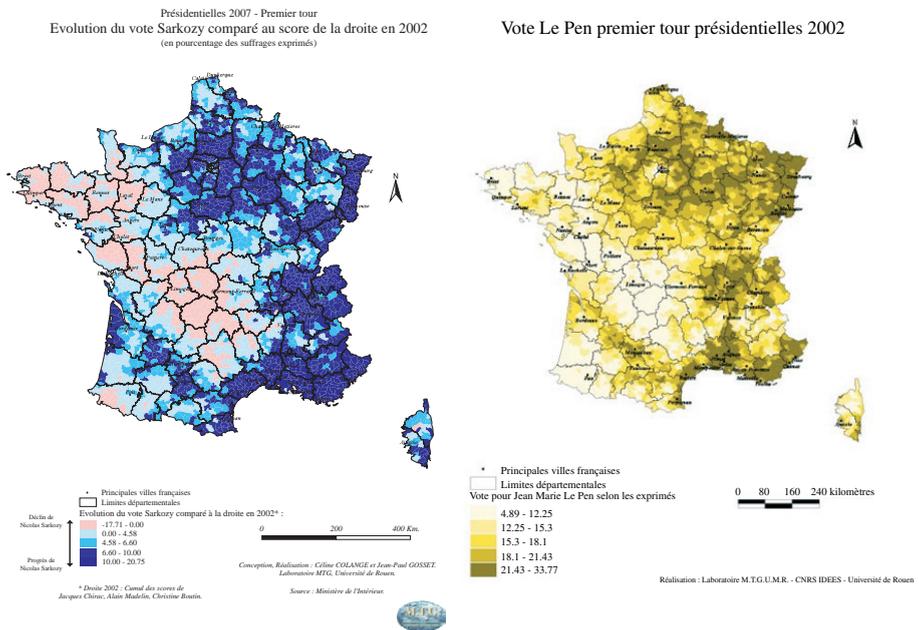
Le présent article a pour vocation de revenir, cartes à l'appui, sur les principaux enseignements du scrutin, en insistant notamment sur les modifications d'ampleur intervenues sur la géographie électorale hexagonale lors de cette élection présidentielle.

L'ensemble des cartes présentées ci-dessous ont été réalisées – au niveau cantonal à partir des données du ministère de l'Intérieur – par Michel Bussi, Céline Colange et Jean-Paul Gosset du laboratoire MTG de l'Université de Rouen.

LES RESSORTS GÉOGRAPHIQUES ET POLITIQUES DE LA DYNAMIQUE SARKOZY

LA CAPTATION D'UNE PART IMPORTANTE DE L'ÉLECTORAT FRONTISTE

Lorsque l'on compare l'évolution du score de Nicolas Sarkozy en 2007 par rapport au total de la droite (Chirac, Madelin, Boutin) de 2002 avec la carte d'implantation du vote FN, on est frappé par la très grande symétrie existant entre les deux géographies.



Les gains ont en effet été très importants dans tous les départements méditerranéens (avec 43,6 % des voix, Nicolas Sarkozy obtient ainsi son record départemental dans les Alpes-Maritimes) et notamment sur la bande côtière, pour perdre ensuite en intensité dans l'arrière-pays. L'Alsace et Rhône-Alpes, deux autres places fortes de l'extrême droite, ont également vu le score de la droite très nettement progresser. Il en va de même pour toute une série de cantons répartis le long de la Garonne où le vote Le Pen est généralement élevé. Plus au nord, les départements de la grande périphérie francilienne (Loiret, Aube, Eure-et-Loir, Oise, Seine-et-Marne, Yonne et Eure) ont aussi été concernés par un basculement d'une partie non négligeable de l'électorat frontiste vers un vote Sarkozy.

L'ÉMERGENCE D'UN FORT « VOTE DE CLASSE »

Les 31 % de Nicolas Sarkozy s'expliquent donc en partie par sa capacité à attirer à lui la droite radicalisée qui avait progressivement glissé vers le FN au cours des quinze dernières années. Mais il faut également voir dans cette performance impressionnante le résultat d'une très forte mobilisation de l'électorat de droite traditionnel et de ce que l'on pourrait appeler la « droite sociologique ». Par réflexe de vote utile, mais aussi par adhésion aux messages et valeurs portés par le candidat, les catégories sociales généralement favorables à la droite se sont massivement retrouvées derrière Nicolas Sarkozy, lui offrant des scores de second tour dans les communes les plus aisées et dessinant ainsi un véritable « vote de classe ». Les exemples sont nombreux dans la riche Ile-de-France, à commencer par sa ville de Neuilly (72 %), mais aussi Le Chesnay (52 %), Garches (49,8 %), Boulogne (49 %), Enghien-les-Bains (49 %), Versailles (47 %), Saint-Germain-en-Laye (46 %), sans oublier *intra muros* les arrondissements chics de Paris : 64 % dans le 16^e arrondissement, 58,5 % dans le 8^e et 56 % dans le 7^e. On retrouve le même sur-vote Sarkozy dans les enclaves riches des grandes agglomérations de province : 62 % à Bondoues et 47,3 % à Marcq-en-Barœul dans la métropole lilloise, 50,4 % à Ecully et 49 % dans le 6^e arrondissement de Lyon. Les communes aisées du littoral sont également représentées : 51 % à Mandelieu et Mougins dans les Alpes-Maritimes, 49,8 % à Arcachon et 48 % à La Baule. On observe un phénomène similaire dans les zones de montagne où sont implantées des stations de sports d'hiver (Savoie et Haute-Savoie) et dans les riches terres agricoles : vignoble champenois et de Bourgogne, Beauce et Brie.

DE BONS TRANSFERTS DANS CERTAINS FIEFS DE CPNT

Si Nicolas Sarkozy a fait considérablement progresser le score de la droite dans la plupart des zones acquises au FN, il a également enregistré des résultats intéressants dans bon nombre de fiefs des chasseurs, qui se sont, cette fois, détournés du candidat CPNT. On remarque ainsi une hausse significative des voix de droite dans la baie de Somme, à l'embouchure de la Seine, dans la baie d'Isigny, le Cotentin ou bien encore dans le Médoc. On peut également penser que l'apport des voix des chasseurs (à qui de nombreux signaux avaient été envoyés avant et pendant la campagne) a été bénéfique au candidat de l'UMP en Charente-Maritime, dans certains départements du

Sud-Ouest et dans l'arrière-pays méditerranéen, penchant traditionnellement à gauche.

DES ZONES DE RÉSISTANCE DU FRONT NATIONAL

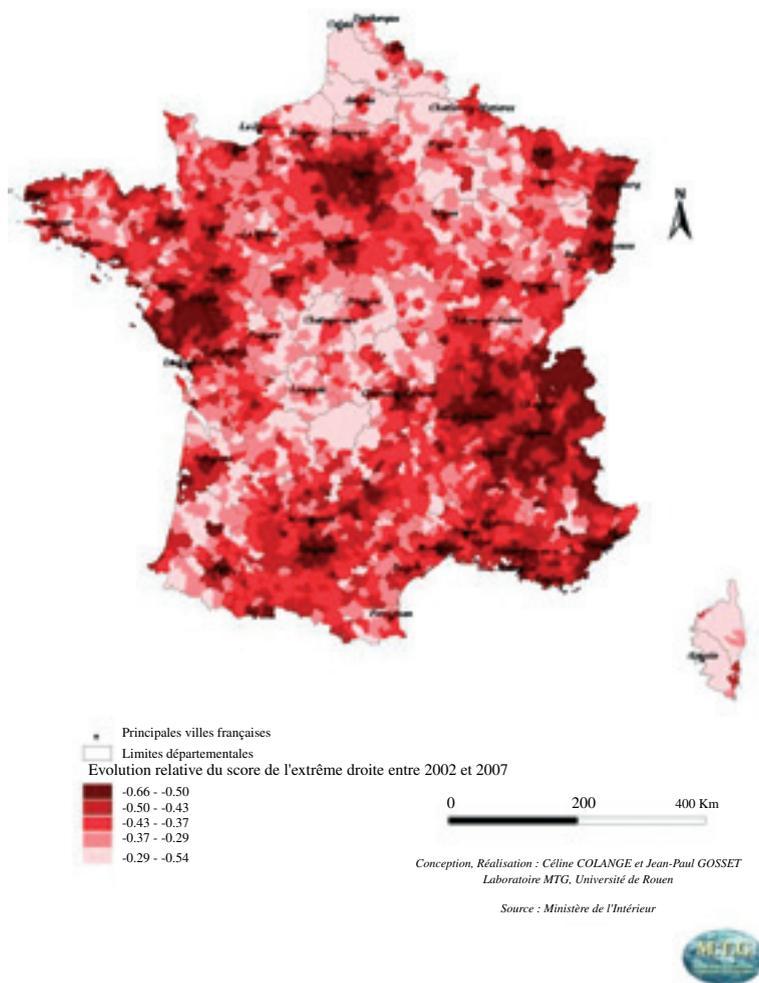
L'entreprise de captation de l'électorat lepéniste n'a pas, pour autant, fonctionné avec la même efficacité sur tout le territoire. Dans le Pas-de-Calais, l'Aisne, une partie des Ardennes, en Haute-Marne ou en Lorraine, Nicolas Sarkozy a certes progressé par rapport au total des voix de droite en 2002, mais moins qu'ailleurs, tandis que Jean-Marie Le Pen parvenait à maintenir des scores assez importants (22,5 % à Stiring-Wendel, 23 % à Freyming-Merlebach en Moselle, 21 % à Harnes et 20 % à Sallaumines dans le Pas-de-Calais, ou 19 % à Saint-Dizier en Haute-Marne par exemple). Dans ces régions, la base sociologique de l'électorat FN est beaucoup plus populaire et ouvrière qu'ailleurs et n'a semble-t-il pas été aussi tentée par le vote Sarkozy qu'en région Paca ou dans le Languedoc-Roussillon. Il est intéressant de constater que ces départements du Nord-Est industriel en proie aux délocalisations s'étaient déjà signalés avant l'élection par une hausse du nombre de parrainages en faveur de Jean-Marie Le Pen. Cela semblerait donc indiquer que l'influence du FN s'est aujourd'hui profondément « enkystée » dans ces terres populaires et y offre une meilleure résistance qu'ailleurs.

La carte suivante rend bien compte des différents niveaux de résistance de l'électorat lepéniste entre 2002 et 2007. Elle a été établie en cartographiant l'évolution entre le score de Jean-Marie Le Pen en 2007 et le résultat de l'extrême droite en 2002 (Le Pen et Mégret), cette évolution ayant ensuite été pondérée par le résultat de ces deux candidats en 2002 afin de déboucher sur une évolution relative. En effet, ce n'est pas la même chose de reculer de 5 points dans un canton où l'on faisait 20 % et dans un où l'on était à 10 %.

On voit alors apparaître une géographie assez particulière et en tout cas très différente de la carte traditionnelle du vote FN. Le recul relatif est particulièrement marqué en Vendée où l'on peut penser que la concurrence de Philippe de Villiers dans son fief est venue exercer une pression supplémentaire sur un électorat lepéniste local qui a de ce fait beaucoup plus souffert qu'ailleurs. Élément qui ne sautait pas aux yeux à l'observation des cartes classiques, les pertes relatives sont particulièrement sensibles en milieu urbain et notamment dans les grandes métropoles. C'est frappant pour l'agglomération parisienne, qui ressort très fortement sur la carte, mais l'on retrouve ce phénomène avec une régularité parfaite partout en France : Toulouse, Bordeaux, Rennes, Metz, Lyon, Dijon, Marseille, etc. Il en va de même pour des villes de taille plus moyenne, y compris dans des zones de faible influence du FN comme le Grand Ouest : Laval, Lorient ou Quimper. À l'inverse, dans les zones périphériques et rurales les plus éloignées des grandes agglomérations, le *leader* du FN est parvenu à maintenir une part plus significative de son capital électoral de 2002. Ce clivage urbain/rural est des plus nets dans la Somme, l'Aisne, le Nord-Pas-de-Calais ou la Seine-Maritime.

Cette logique à l'œuvre est cohérente avec un mouvement déjà observé en 2002 qui montrait une diffusion et une progression du vote FN dans le grand périurbain s'accompagnant d'un recul du même vote dans le cœur des grandes agglomérations. Si l'on reprend les travaux que nous avons menés avec Loïc Ravenel ¹, on s'aperçoit que le vote Le Pen est toujours assez sensiblement indexé sur le « gradient

Présidentielles 2007 - Premier tour
Evolution relative du score de l'extrême droite entre 2002 et 2007
(score extrême droite 2007 - score extrême droite 2002) / score extrême droite 2002

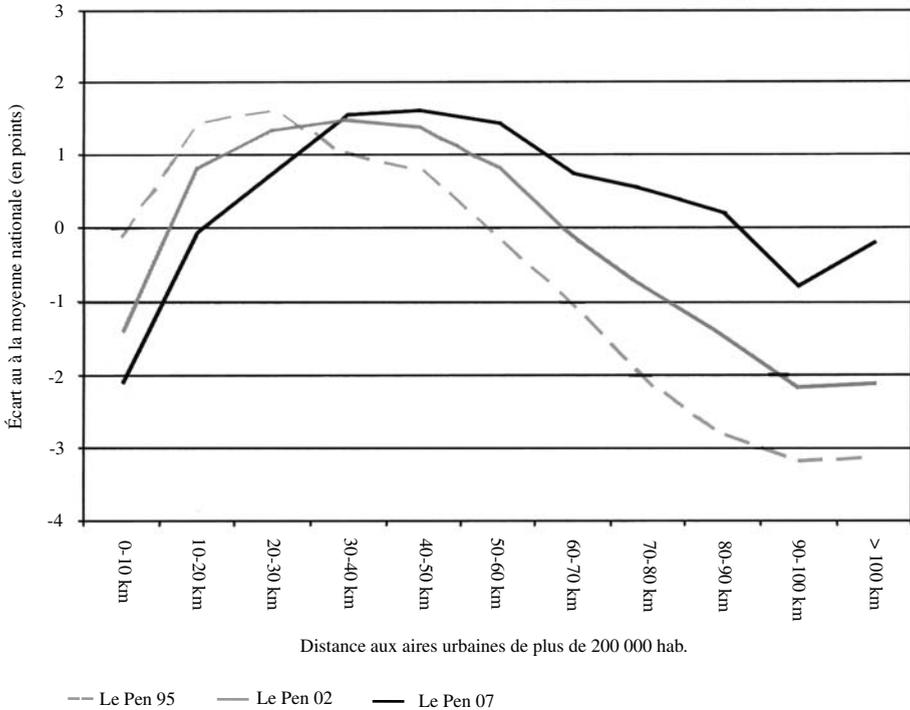


d'urbanité ». Par « gradient d'urbanité », nous entendons la distance séparant la commune étudiée à l'agglomération de plus de 200 000 habitants la plus proche. Le graphique ci-dessous a été réalisé par Loïc Ravenel (de l'Université de Besançon) et il représente l'écart à la moyenne du score de Jean-Marie Le Pen en 1995, 2002 et 2007 en fonction de la distance aux aires urbaines. On s'aperçoit que la « trajectoire » du vote répond pour les trois élections à la même logique, mais que les phénomènes se sont déplacés dans le temps et l'espace. En 1995, le candidat du FN obtenait un score identique à la moyenne dans le cœur des grandes agglomérations, puis atteignait son

1. Loïc Ravenel, Pascal Buléon, Jérôme Fourquet, « Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires de l'élection présidentielle de 2002 », *Espace, Populations, Sociétés*, 3, 2003, p. 469-482.

maximum à 25 km pour décliner ensuite. En 2002, le scénario s'est reproduit, mais Jean-Marie Le Pen a obtenu déjà moins que sa moyenne dans les grandes villes, pour voir son score ensuite grimper très rapidement et plafonner non plus à 25 km, mais à 35 km des grands centres urbains, puis décliner dans le rural profond, mais moins fortement qu'en 1995 en dépit pourtant d'une sérieuse concurrence de CPNT.

Les zones de fort vote FN s'éloignent des grandes agglomérations



En 2007, la trajectoire selon le gradient d'urbanité est globalement identique, mais les mouvements amorcés en 2002 s'accroissent, comme si la captation par Nicolas Sarkozy d'une part des voix lepénistes s'était concentrée sur le segment le moins fidélisé et le plus friable : l'électorat urbain. Le candidat du FN accuse désormais un retard de 2 points par rapport à sa moyenne nationale dans les grandes agglomérations et il ne l'atteint qu'à partir de 15 km.

Le « haut de la vague » se déplace encore vers la périphérie lointaine puisque le score maximum est désormais enregistré dans un rayon de 35 à 45 km (contre 25 km en 2002...). Autre nouveauté, le niveau du vote FN tient relativement bien ensuite dans le « rural profond » puisqu'il faut attendre 90 km (contre 65 km en 2002 et 55 km en 1995) pour que son score passe en dessous de sa moyenne nationale.

Cette mutation géographique et le déplacement des zones de haute pression du vote FN suivent en fait le front de la périurbanisation qui, sous l'effet de la hausse des prix du foncier à la périphérie des grandes agglomérations, pousse toujours plus loin les foyers modestes souhaitant accéder à la propriété. Ce que l'on observe au niveau spatial renvoie donc en fait aussi à des phénomènes sociologiques. Les catégories

populaires et les ouvriers sont aujourd'hui plus nombreux dans les campagnes et le périurbain lointain que dans les villes et leurs banlieues. Ces territoires éloignés des grands centres urbains sont devenus des zones de relégation subies (*via* l'effet du prix du foncier) ou choisies, pour reprendre l'analyse de Jacques Le Goff qui évoque les stratégies résidentielles et le souhait de « se retrouver entre soi » caractéristique des espaces pavillonnaires et des lotissements.

Le calcul des corrélations réalisé au niveau cantonal va dans le même sens. Le coefficient de corrélation entre l'évolution relative du score de Jean-Marie Le Pen¹ et la proportion de cadres supérieurs dans le canton s'établit en effet à - 0,53. Ce qui signifie que la baisse relative du score du FN a été d'autant plus forte que la proportion de cadres était élevée dans la population locale. Et il se trouve que plus on s'approche du cœur des grandes agglomérations et plus ce type de population est représenté.

LA GÉOGRAPHIE DU VOTE ROYAL PENCHE À L'OUEST

La carte d'évolution du vote pour Ségolène Royal révèle une nouvelle et surprenante géographie du vote socialiste. La candidate fait globalement moins bien que le total des voix de gauche en 2002 au sein d'un vaste triangle Nice-Caen-Strasbourg. On peut y lire en creux les zones de progression de Nicolas Sarkozy, en particulier en Alsace, en Savoie, dans le grand Lyon, sur la côte d'Azur... Les très lourdes pertes du Front national dans ces zones ne profitent donc aucunement à la candidate socialiste. Plus finement, on peut également noter le net recul socialiste en Corse (suite aux propos « malheureux » de la candidate lors d'un canular téléphonique ?) et en Franche-Comté, où Jean-Pierre Chevènement avait fait le plein des voix en 2002. Enfin, les scores de Ségolène Royal apparaissent également faibles dans les espaces périurbains des grandes agglomérations, notamment au sein des périphéries parisiennes ou lyonnaises. Ici encore, le recul frontiste profite exclusivement à Nicolas Sarkozy et ce dernier semble avoir pris l'ascendant sur la gauche auprès de ces milieux populaires du grand périurbain.

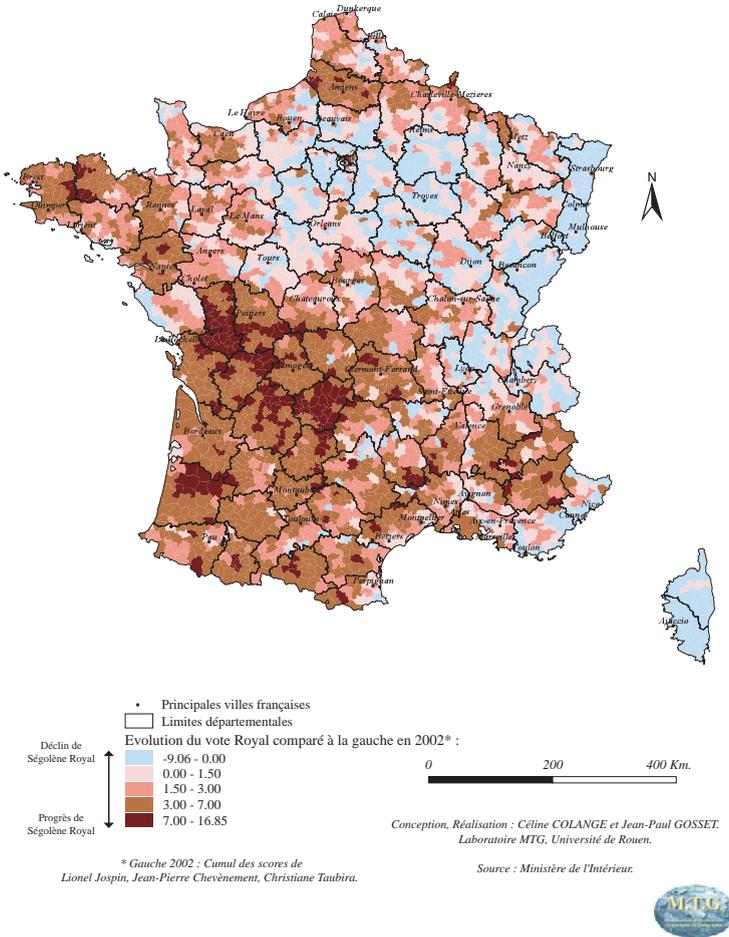
Mais la candidature de Ségolène Royal progresse dans d'autres territoires. À partir de son fief des Deux-Sèvres, elle reconquiert une large partie du Sud-Ouest radical : elle s'impose logiquement dans un Limousin laissé en « friche » électorale par Jacques Chirac (et bien labouré par François Hollande), mais gagne également, de façon moins attendue, des voix dans le Béarn de François Bayrou. Les progrès sont également significatifs dans les bastions socialistes des Landes, de l'Ariège, de l'Aude et des Cévennes, où les voix de gauche s'étaient fortement dispersées et avaient fait cruellement défaut à Lionel Jospin.

Bénéficiant d'un vote utile, Ségolène Royal fait parallèlement progresser le score socialiste dans des espaces où les « petits candidats » avaient obtenu des scores élevés en 2002, qu'ils se revendiquent de l'écologie, de la ruralité ou de l'extrême gauche : c'est notamment le cas en Bretagne, dans les Alpes du Sud, les Ardennes, la Somme...

En résumé, la candidate socialiste s'est imposée dans la « France de l'Ouest » (la France « dynamique et apaisée »), alors que Nicolas Sarkozy a bien engagé la conquête de « l'Est » sur les terres frontistes. Il convient toutefois de ne pas oublier

1. Évolution relative qui correspond, rappelons-le, au score de Le Pen en 2007 moins le total Le Pen et Mégret de 2002, le tout ramené sur ce score de l'extrême droite en 2002.

Présidentielles 2007 - Premier tour
Evolution du vote Royal comparé au score de la gauche en 2002
(en pourcentage des suffrages exprimés)



deux éléments. Tout d'abord, l'électorat « royaliste » du premier tour reste, plus que les deux autres « grands » candidats, calé sur les terres ouvrières, à l'Est (sillon mosellan, bassins miniers...), mais aussi à l'Ouest. C'est une « première » pour la gauche que d'attirer massivement vers elle les « ouvriers » de l'Ouest, ceux qui votent traditionnellement « oui » à l'Europe et « non » à Le Pen. En cela, Ségolène Royal est l'une des premières candidates socialistes à parvenir à vraiment percer à la fois dans les terres de centre-gauche (la droite chrétienne des années 1960-70) et dans les bastions traditionnels « de la gauche de la gauche ». Cependant, n'oublions pas que cette percée relative dans ces « bastions rouges » s'est effectuée principalement sur les bases d'un vote utile, qui a très largement épuisé, dès le premier tour, les réserves traditionnelles « à sa gauche ».

La carte masque également la forte implantation urbaine de Ségolène Royal : elle y bénéficie notamment de sa bonne audience chez les jeunes (en particulier les nouveaux inscrits). Néanmoins, cette implantation se limite le plus souvent au centre-ville des grandes agglomérations et dans certaines banlieues : son audience diminue dès la première couronne périphérique (c'est particulièrement net à Strasbourg, Lyon, Besançon, Lille, Tours...). Et dans la France du Nord-Est, incluant le bassin parisien, le clivage sociopolitique entre les espaces urbains et périurbains semblent encore davantage se creuser au détriment de la gauche et au profit, jusqu'à maintenant du FN, et désormais du candidat de l'UMP, qui domine dans le périurbain.

Au total, comme pour son adversaire de droite au second tour, la carte souligne le grand écart idéologique imposé à Ségolène Royal : en progrès à la fois sur des terres de gauche, où les gisements de voix semblent assez largement entamés dès le premier tour, et dans les terres centristes, où elle a su conquérir les électeurs les plus à gauche et qui sont également les terres de progression de François Bayrou dans les milieux de centre-droit qui seront très convoités au second tour.

GÉOGRAPHIE DU VOTE BAYROU : ENTRE PERMANENCE ET NOUVEAUTÉS

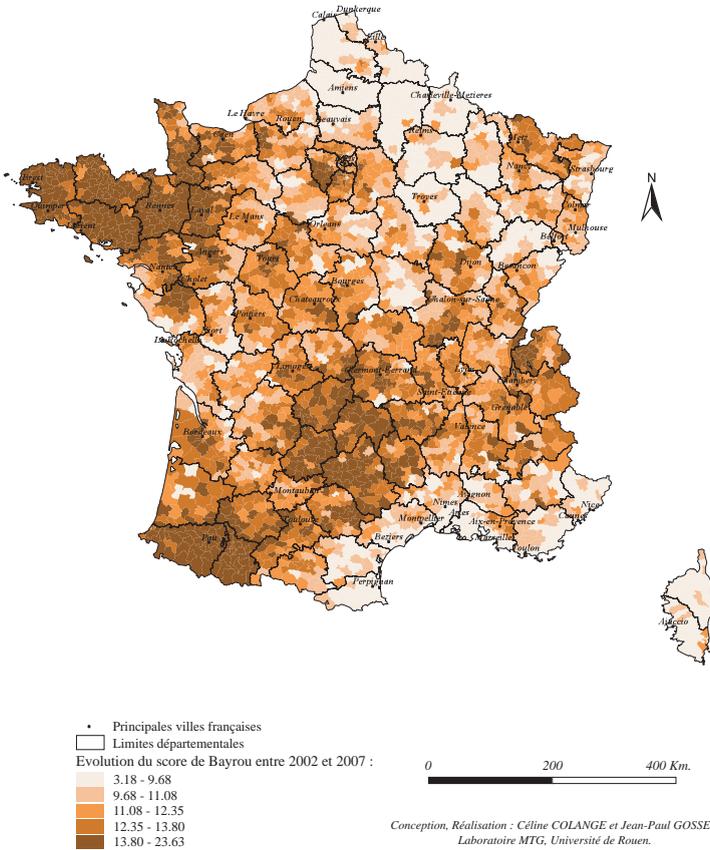
La carte d'évolution du vote Bayrou semble refléter trois zones de force, dans lesquelles il a le plus nettement progressé par rapport à 2002, et deux zones de faiblesse.

La première zone de force s'apparente aux terres traditionnelles de la droite catholique, celles étudiées dès 1913 par André Siegfried : la plus vieille et la plus stable carte électorale de France, qui avait majoritairement voté pour Édouard Balladur en 1995 et pour Raymond Barre en 1988, à savoir le grand Ouest, le Béarn, les Causses, la Loire, la Savoie, l'Alsace... Il s'agit là d'un noyau électoral « dur », que François Bayrou parvient toutefois à renforcer, en particulier dans l'Ouest intérieur où il a, selon nous, bénéficié de bons transferts des électeurs qui s'étaient portés sur A. Madelin en 2002 (en Ille-et-Vilaine notamment) ou sur Chirac (en Bretagne) et qui ont jugé Sarkozy trop à droite. On retrouve le même phénomène dans la « grande Chiraquie », où Bayrou entre toutefois en rude concurrence avec Ségolène Royal. Tout se passe comme si une partie de l'électorat chiraquien traditionnel de ce Massif central modéré avait préféré Bayrou à l'héritier droitier Sarkozy. Ce mouvement est particulièrement net en Corrèze, dans le Lot ou le Cantal.

Le seconde zone de force et de progression du candidat centriste se retrouve dans les villes et les périphéries urbaines, notamment dans les quartiers de classes moyennes et aisées : l'effet est net dans les Yvelines, Angers, Caen, Grenoble... On rappellera également les bons résultats obtenus dans les arrondissements parisiens.

La troisième zone de progression correspond à certains espaces bien particuliers où l'extrême droite a beaucoup chuté depuis 2002 : l'Alsace, la grande couronne parisienne et la Savoie. Dans ces régions, où Nicolas Sarkozy progresse également beaucoup, François Bayrou récupère vraisemblablement une petite partie de l'électorat frontiste, celui qui, en Alsace ou Savoie, avait déjà abandonné Le Pen entre les deux tours de 2002. La candidature Bayrou a pu ici séduire un électoral motivé par une offre politique nouvelle et également s'appuyer sur un « effet notable » avec de bonnes progressions dans la circonscription de M. Morin dans l'Eure ou dans celle de M. Sauvadet en Côte-d'Or.

Présidentielles 2007 - Premier tour
Evolution du vote pour François Bayrou entre 2002 et 2007
(en pourcentage des suffrages exprimés)



François Bayrou ne parvient pas en revanche à progresser dans deux grands espaces très marqués par la présence du FN. Tout d'abord, le grand Nord-Est, où Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal gagnent au contraire du terrain, comme on l'a vu. Dans cette région ouvrière et populaire, ayant massivement voté « non » au référendum européen, le candidat centriste ne semble pas avoir réussi à fédérer sur lui un vote utile et anti-Sarkozy de gauche comme dans d'autres régions, ni à capter une part du vote frontiste comme le candidat de l'UMP y est parvenu.

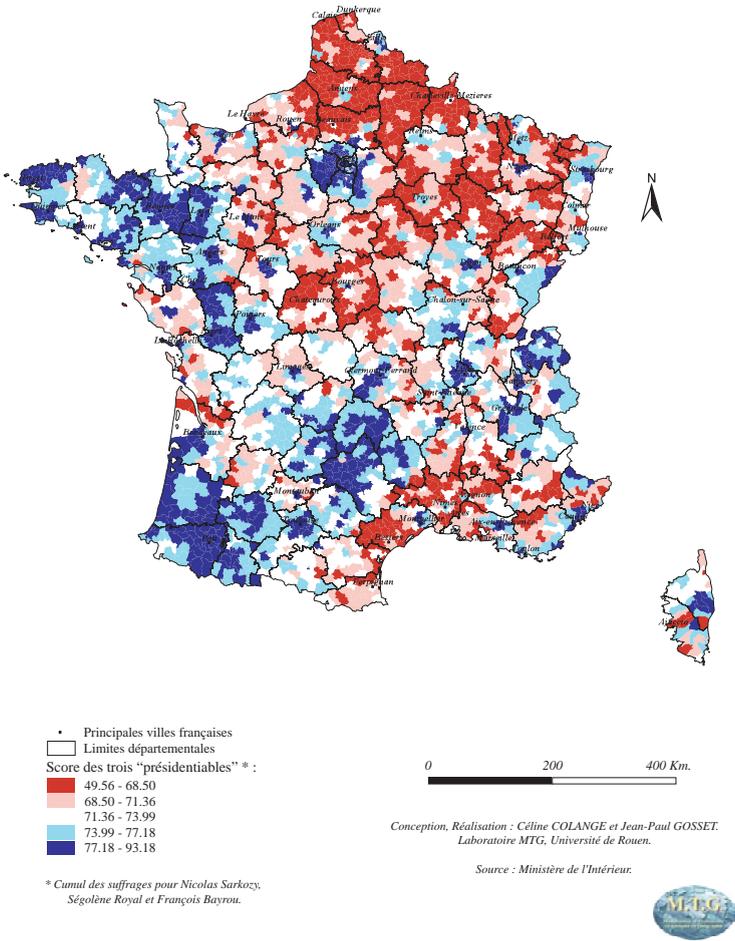
François Bayrou ne perce pas non plus dans le midi méditerranéen, y compris en Corse. Les pertes frontistes semblent avoir bénéficié à Nicolas Sarkozy sur la côte d'Azur et à Ségolène Royal et au candidat de l'UMP sur le littoral languedocien.

François Bayrou a donc réussi à agréger un électorat rural modéré de l'Ouest et un large électorat urbain. S'il « déborde » plus que les candidats centristes précédents de la traditionnelle France démocrate-chrétienne en récupérant une partie de la

« Chiraquie », il ne parvient cependant pas à conquérir les grands foyers de populations du Nord-Est ou de la Méditerranée : son attitude pro-européenne sans ambiguïté le handicape sans doute vis-à-vis de cet électorat protestataire. La carte Bayrou est donc celle d'une France centriste étendue, à la fois rurale et urbaine, qui est aussi le plus souvent celle d'une France « dynamique » et « ouverte », qui gagne de la population ou qui en attire.

LA FRANCE DES « PRÉSIDENTIABLES »

Présidentielles 2007 - Premier tour
Vote pour les trois candidats "présidentiabiles"
(en pourcentage des suffrages exprimés)



À l'issue du premier tour, le vote s'est donc fixé sur trois principaux candidats. La carte des « présidentielles » montre que, contrairement à 2002 (et de façon moins marquée, à 1995), le vote s'est très majoritairement concentré sur ces trois candidats. Les trois « présidentiables » obtiennent plus de trois quarts des voix exprimées dans la plupart des villes et de leur périphérie, dans presque tout l'Ouest de la France (à l'exception de la Vendée influencée par le vote De Villiers), avec des records en Ile-de-France, en Bretagne et dans le Béarn. Dans pratiquement aucun canton, la « protestation » ne dépasse 50 %. Elle demeure néanmoins la plus marquée dans les zones de force de Front national (quart Nord-Est à l'exception de l'Ile-de-France, Midi méditerranéen), où les trois « présidentiables » ne recueillent « que » deux tiers des voix. Cette carte apparaît comme assez voisine de celle de l'évolution de l'abstention entre 2007 et 2002, et dessine le « sursaut républicain », l'effet « 21 avril 2002 » et son corollaire, le vote utile, particulièrement marqué en ville et dans l'Ouest.

LA MOSAÏQUE DES PETITS CANDIDATS

On l'a vu, le vote utile s'est très fortement concentré sur nos trois « présidentiables ». Pour autant, même réduits à la portion congrue par ce laminoir, les scores des « petits candidats » méritent d'être auscultés, car ils nous renseignent sur la géographie et l'état de structures électorales anciennes (PC), récentes (chasseurs, Verts, MPF), ou toute fraîches comme c'est le cas pour José Bové. La carte suivante a été établie en prenant en compte le « petit candidat » arrivé en tête dans chaque canton. Étant donné l'écart de score entre Olivier Besancenot et les autres candidats, celui-ci n'a pas été intégré dans la liste.

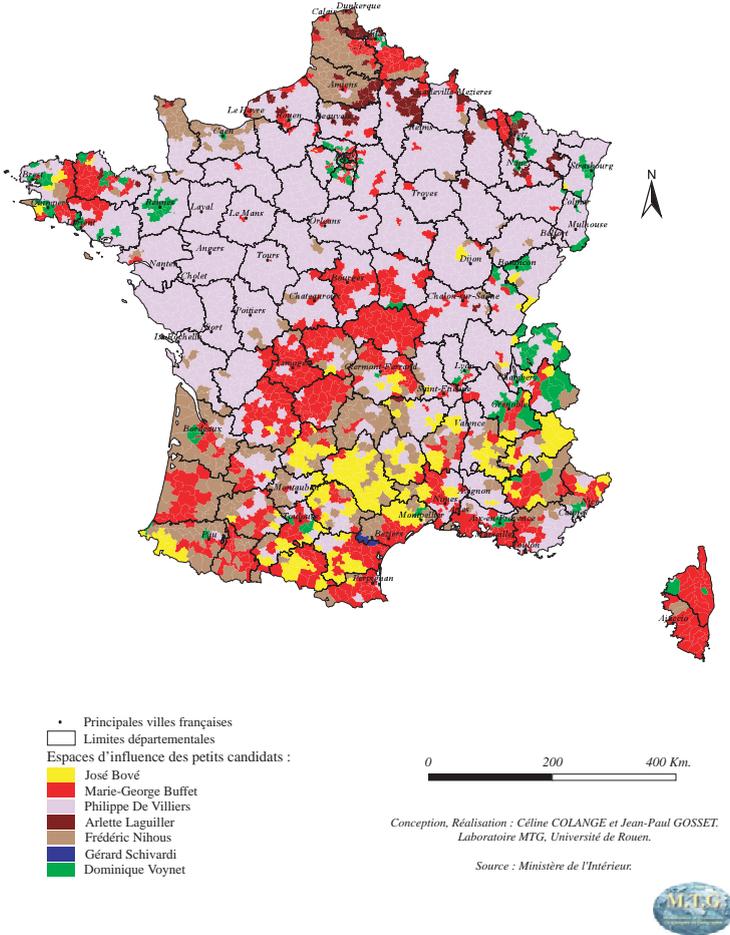
Philippe de Villiers arrive en tête dans toute la moitié nord du pays, à l'ouest, où il est implanté, comme à l'est. Hormis une série de cantons dans la vallée de la Garonne et dans celle du Rhône, le candidat vendéen a du mal à faire passer son message dans la France du sud, qui s'était déjà montrée assez imperméable lors des élections européennes de 1994, élection qui avait vu émerger le villiérisme électoral. Ses quelques points d'appui dans le sud, auxquels il faudrait ajouter une partie du littoral varois, correspondent toujours à des fiefs du FN et indiquent que Philippe de Villiers a pu récupérer une partie de l'électorat de Jean-Marie Le Pen avec lequel il était en concurrence directe. C'est notamment le cas dans le Vaucluse, où il a pu s'appuyer sur l'implantation de Jacques Bompard.

Mais Philippe de Villiers, qui avait fait de la ruralité un de ses axes de campagne, s'est également heurté à la concurrence de Frédéric Nihous, le candidat de CPNT. Ce dernier est en tête des petits candidats dans les zones de force traditionnelles de ce parti. C'est le cas dans la Somme, le Pas-de-Calais et l'arrière-pays dunkerquois, le Cotentin et le littoral du Calvados, la Gironde (exceptée l'agglomération bordelaise), une partie des Landes et du Gers, ainsi que des cantons de montagne dispersés dans les Pyrénées, le Cantal et les Alpes-de-Haute-Provence.

Dans bon nombre de ces territoires, les cantons CPNT jouxtent des cantons où la candidate du PC est arrivée en tête des « petits candidats ». On voit alors réapparaître la carte du communisme, mais les couleurs sont de plus en plus effacées... Si le vote communiste garde sa cohérence et sa structure géographique, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Le PC arrive encore en tête dans ses bastions, mais il n'y devance plus que les petits partis. On voit ainsi apparaître sur la carte, le bassin minier du Nord-Pas-

de-Calais, la Lorraine sidérurgique, quelques points d'appuis en Ile-de-France, le Centre-Bretagne, puis les autres « campagnes rouges » dans le Cher, l'Allier, le Limousin, la Dordogne et les Landes. Grâce à la survivance de son implantation ancienne, le PC devance également les autres « petits candidats » dans la plupart des départements méditerranéens.

Présidentielles 2007 - Premier tour
Espaces d'influence des petits candidats
(en pourcentage des suffrages exprimés)



À sa gauche, Arlette Laguiller, concurrencée par le candidat de LCR, ne peut compter que sur quelques cantons très industriels et durement touchés par la crise. Ces territoires sont tous situés au nord d'une ligne Le Havre/Nancy. Il s'agit par exemple de cantons littoraux autour de Fécamp, de l'est et du nord de l'Oise, de la région de Vervins dans l'Aisne et de la région d'Hazebrouck dans le Nord. La candidate de LO arrive également en tête dans quelques cantons lorrains.

Si l'assise électorale de LO est cantonnée au nord du pays, José Bové, lui, a rencontré un écho plus favorable dans les campagnes pauvres du grand Sud. Le candidat altermondialiste est ainsi en tête des « petits candidats » dans l'Aveyron, mais aussi dans le nord du Gard, en Lozère, dans le Lot et une partie du Tarn, soit les départements limitrophes. On retrouve ensuite des cantons de montagne pauvres et enclavés : sud du pays basque, Ariège, haute vallée de l'Aude, Diois et Briançonnais.

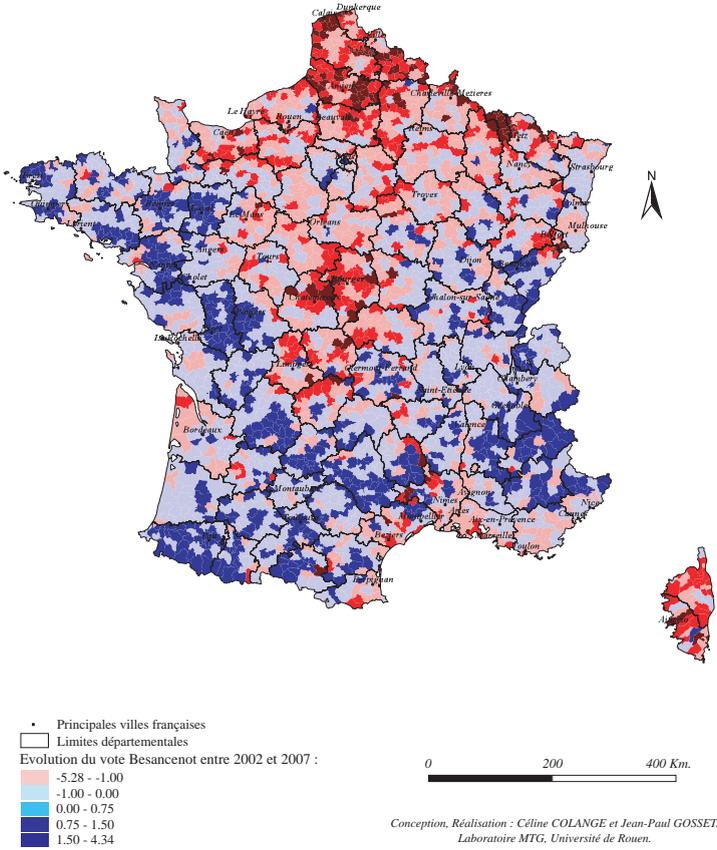
La candidate des Verts bénéficie, quant à elle, d'une implantation géographique moins étendue car beaucoup plus concentrée dans les grandes métropoles. C'est le cas d'une partie de l'Ile-de-France, mais également de grandes villes universitaires comme Rennes, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lille, Grenoble, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Montpellier et Aix. Cette domination de Dominique Voynet au sein de la catégorie des « petits candidats » renseigne sur la nature très urbaine et assez aisée de l'électorat des Verts, à l'opposé de celui de Bové plus rural, on l'a vu, et de ceux du PC et de LO davantage enracinés dans les centres industriels que dans le cœur des métropoles régionales. Il est également intéressant de constater que la seule implantation rurale des Verts se situe dans le nord des Alpes, zone de montagne relativement riche, alors que Bové rallie davantage les suffrages des montagnes pauvres du sud des Alpes, où l'on pratique le pastoralisme.

QUAND OLIVIER BESANCENOT PROSPÈRE SUR LES TERRES DU PC

Révélation de l'élection présidentielle de 2002, Olivier Besancenot et son organisation ont transformé l'essai en arrivant en tête des candidats situés à la gauche du PS. Après avoir devancé le PC dès 2002, c'est maintenant Arlette Laguiller qui doit s'incliner devant le nouveau porte-drapeau de l'extrême gauche. Ce passage de témoin s'observe assez nettement sur la carte. Alors qu'en 2002, la géographie électorale d'Olivier Besancenot était assez spécifique, elle rappelle aujourd'hui assez nettement la carte historique de l'implantation du PC.

Le candidat de la LCR obtient ainsi ses meilleurs résultats dans le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, les industrielles Seine-Maritime et Ardennes. À cela s'ajoute la Lorraine métallurgique et les bastions communistes anciens du Centre-Bretagne et du centre de la France (Indre, Cher, Haute-Vienne, Allier et Puy-de-Dôme). La captation d'héritage opérée par le jeune postier concerne aussi sa concurrente de Lutte ouvrière, qui le voit prospérer dans des zones à forte concentration ouvrière où elle régnait jusqu'ici sur la gauche du PS. C'est le cas de la région de Caen, du Mans, et des arrière-pays nazairien et belfortin. Mais, parallèlement à cette percée dans les fiefs communistes ou les zones de force de LO, le candidat de la LCR conserve également son implantation de 2002, qui était davantage concentrée dans le grand sud et spécifiquement dans des zones pauvres et de montagne : Massif pyrénéen, Cévennes et Alpes-de-Haute-Provence. C'est cet alliage d'un vote radical, ancré dans les terroirs pauvres de la France du sud, et du vote « révolutionnaire » de la France du nord industriel qui lui a permis d'assurer son hégémonie sur la gauche de la gauche en captant un électorat ouvrier qui lui faisait jusque-là défaut.

Présidentielles 2007 - Premier tour
Evolution du vote pour Olivier Besancenot entre 2002 et 2007
(en pourcentage des suffrages exprimés)



POUR CONCLURE : 1995-2007,
UNE REDÉFINITION GÉOGRAPHIQUE
DU CLIVAGE GAUCHE/DROITE

52,7 % pour Jacques Chirac face à Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle de 1995, 53,1 % pour Nicolas Sarkozy face à Ségolène Royal en 2007. La quasi-stabilité du rapport de force gauche-droite à douze ans d'écart est assez frappante et accrédi terait l'idée d'une grande permanence des comportements électoraux dans notre pays. Pourtant, à y regarder de plus près, la géographie électorale issue de ce second tour a été marquée par de très profondes mutations, dont nous pensons qu'elles ne sont pas conjoncturelles, mais qu'elles symbolisent au contraire des reclassements idéologiques très importants.

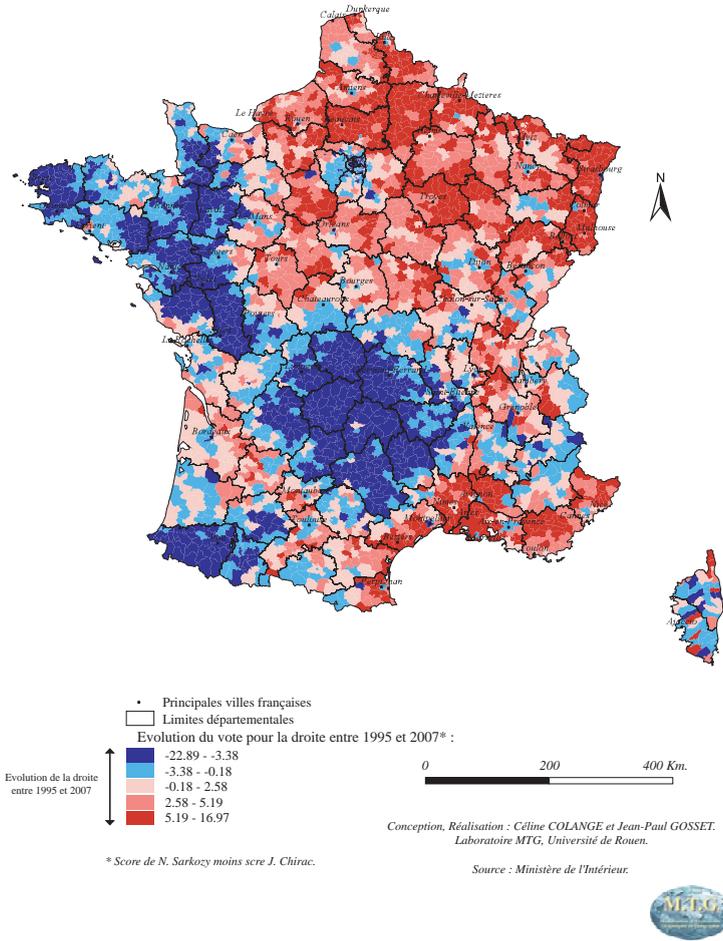
Lorsque l'on compare, au niveau cantonal, le score obtenu par Nicolas Sarkozy avec celui qu'avait réalisé Jacques Chirac douze ans plus tôt, on s'aperçoit que des évolutions significatives sont intervenues. Et la lecture de la carte nous montre que ces mouvements ne doivent rien au hasard, mais renvoient à des logiques géographiques bien identifiables et déjà à l'œuvre au premier tour.

Premier constat, Nicolas Sarkozy, qui s'était inscrit en rupture avec l'héritage de son prédécesseur, n'est pas parvenu à se réapproprier l'espace politique de la grande « Chiraquie », organisée autour du bastion corrézien et qui comprenait également la Dordogne, le Lot, l'Aveyron, la Lozère, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, la Creuse et la Haute-Vienne. Dans ces départements du Massif central, où l'effet d'amitié locale et la proximité à la terre électorale de Jacques Chirac avaient toujours assuré à ce dernier des résultats électoraux fort confortables, le président du conseil général des Hauts-de-Seine fait nettement moins bien que son mentor et il n'arrive pas à capter sur son nom l'intégralité de cette « clientèle électorale » que Jacques Chirac avait su fidéliser. On peut penser qu'en l'absence du président sortant dans la compétition électorale, une bonne partie de ces électeurs, issus historiquement de la gauche, a préféré voter pour Ségolène Royal, dont le compagnon, rappelons-le, se trouve être député-maire de Tulle. Par ailleurs, il semblerait également que certains de ces départements, comme le Cantal, la Haute-Loire, l'Aveyron ou la Lozère, traditionnellement ancrés à droite *via* l'empreinte vivace du catholicisme, aient été moins séduits par le positionnement d'un Nicolas Sarkozy beaucoup plus droitier que ne l'était Jacques Chirac.

On retrouve dans d'autres régions catholiques modérées un pareil mouvement de recul de la droite au profit de Ségolène Royal et c'est là la seconde évolution majeure observable sur la carte. Dans les Pyrénées-Atlantiques, fief de François Bayrou, mais aussi dans les Hautes-Pyrénées voisines, tout comme dans le Grand Ouest, la candidate socialiste a nettement amélioré le score de Lionel Jospin. C'est particulièrement frappant dans le Finistère et dans toute la dorsale de l'ouest intérieur qui court du sud de la Manche aux Deux-Sèvres en passant par la Mayenne, Vitré, Fougères, la région d'Anenis et du Choletais et le bocage vendéen, soit certains des terroirs pourtant réputés comme les plus conservateurs de France. On peut évoquer le rayonnement géographique de l'influence locale de Ségolène Royal, élue des Deux-Sèvres, qui certes a dû jouer. Mais, plus profondément, nous pensons que cela traduit en fait un basculement, ou plus exactement un réalignement à gauche d'un électorat modéré issu de régions à forte influence démocrate-chrétienne, ouvertes sur l'Europe et le monde. Cette rupture d'affinité avec la droite serait symbolisée par le positionnement choisi par François Bayrou, qui a fait de très bons résultats dans toutes ces régions et a pris position contre Nicolas Sarkozy, alors qu'en 1995, Édouard Balladur, lui aussi très soutenu dans ces territoires, s'était prononcé en faveur de Jacques Chirac.

Autre caractéristique de ces régions de l'Ouest et du Massif central, où Nicolas Sarkozy se trouve en recul par rapport à Jacques Chirac en 1995, la moitié occidentale du pays est la plus hermétique depuis toujours à l'influence du FN. Ce n'est pas un hasard, là non plus, et en cela réside la principale clé explicative de ces réalignements politiques. En droitisant et durcissant son discours, le candidat de l'UMP a considérablement fait augmenter le score de la droite au premier mais aussi au second tour dans toute la France du Nord et du Sud-Est en y captant l'électorat frontiste, les électeurs « gaucho-lepénistes » chers à Pascal Perrineau ayant cette fois rallié massivement la droite au second tour.

Présidentielles 2007 - Second tour
Evolution du score de la droite entre 1995 et 2007
(en pourcentage des suffrages exprimés)



La carte des progrès de Nicolas Sarkozy par rapport à Jacques Chirac en 1995 se superpose en effet parfaitement à celle de l'implantation du FN et ce, dans les moindres détails : pourtour du Bassin parisien, frontière du Nord et de l'Est, vallée du Rhône, littoral méditerranéen et, pour finir, la vallée de la Garonne, seul point d'appui frontiste à l'ouest d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan. Par le choix de son positionnement « décomplexé », Nicolas Sarkozy a su, contrairement à Jacques Chirac, ramener dans son camp des territoires de droite qui s'étaient radicalisés au fil des années et qui votaient fortement pour le FN. C'est le cas par exemple de l'Alsace, de la Moselle (qui, bien que catholiques, n'ont pas vu progresser la gauche à l'inverse de ce qui s'est produit dans l'Ouest du pays), des Alpes-Maritimes, du Var, de l'Ain, ou bien encore de la Marne, de l'Eure-et-Loir ou de l'Yonne.

Mais, de manière plus spectaculaire, cette captation de l'électorat frontiste par Nicolas Sarkozy lui a aussi permis de faire progresser la droite dans des zones histo-

riquement de gauche. C'est particulièrement vrai dans le département du Nord, qui bascule pour la première fois à droite (et où la progression de la droite se fait non pas à Lille, mais dans les espaces les plus ouvriers et industriels : le bassin minier, Douaisis et Valenciennois, Dunkerquois), mais aussi dans l'Aisne, la Somme, la Seine-Maritime, l'Eure, les Ardennes, la Lorraine métallurgique, ou bien encore le Territoire de Belfort et le bassin d'emploi sochalien. À ces « prises de guerre » sur la gauche – *via* la captation de l'électorat lepéniste et notamment de sa composante la plus populaire au second tour – dans la France industrielle du Nord-Est s'ajoute également des progressions dans les terroirs de gauche de l'ancien Midi rouge. On citera par exemple le cas de l'arc languedocien de Perpignan à Nîmes, les Bouches du Rhône, mais aussi le Haut-Var.

Si cette France du Nord et du Sud-Est à forte implantation frontiste a vu la droite sarkozyste significativement progresser, il convient de remarquer que des poches de résistance s'y dessinent néanmoins. Dans tous ces territoires, les grandes agglomérations ont moins voté Sarkozy qu'elles n'avaient voté Chirac. C'est vrai à Lille, Amiens, Rouen, Troyes, Metz, Nancy, Strasbourg, Dijon, mais aussi plus au sud à Perpignan, Montpellier, Nîmes, Avignon, ou bien encore Aix-en-Provence, alors que tous les espaces ruraux et périurbains avoisinants enregistraient une poussée de la droite par rapport à 1995. La situation est particulièrement frappante à Paris et dans la petite couronne, où Ségolène Royal progresse par rapport à Lionel Jospin et ce, jusque dans les zones résidentielles aisées du sud des Yvelines.

Tout se passe donc comme si le positionnement plus « droitier » de Nicolas Sarkozy, axé sur la fermeté en matière de lutte contre l'insécurité et d'immigration, mais aussi sur une revalorisation de la valeur travail, s'était traduit par de profonds réalignements géopolitiques. Tout en conservant ses points d'appui traditionnels, la droite perce et s'impose dans les régions frontistes du Nord et du Sud-Est en « raptant » du même coup d'anciens fiefs de gauche ayant basculé après un passage au FN. La réplique à ce mouvement d'ampleur et à cette redéfinition des espaces politiques réside dans une progression de la gauche dans certains milieux modérés, qu'il s'agisse des terroirs démocrates-chrétiens de l'Ouest ou de l'électorat des classes moyennes supérieures des agglomérations, grandes et moyennes¹.

Michel Bussi est professeur en géographie politique à l'Université de Rouen et directeur du laboratoire MTG-CNRS 6228 IDEES. Il a notamment publié : (avec Dominique Badariotti) *Pour une nouvelle géographie du politique. Territoire, démocratie, élections*, Paris, Economica, 2004 (Savoir et savoir-faire en géographie) ; (avec Jérôme Fourquet) « Analyse des régionales 2004 : l'apport de la géographie électorale », *Revue politique et parlementaire*, 1029-1030, avril/mai/juin 2004, p. 27-42 ; (avec Jérôme Fourquet, Loïc Ravenel) « Élections régionales de 2004 : notabilités traditionnelles et nouvelles maîtrises des territoires électoraux », *Revue française de sciences politiques*, 54 (4), août 2004, p. 639-667 ; (avec Jérôme Fourquet, Loïc Ravenel, Céline Colange) « Au delà d'un "vote de classe", la permanence de spécificités régionales », dans Annie Laurent, Nicolas Sauger (dir.), « Le référendum de ratification du traité constitutionnel européen : le "non" français », *Les Cahiers du*

1. Les cartes ont été réalisées par Céline Colange (doctorante à l'Université de Rouen) et Jean-Paul Gosset (assistant ingénieur au CNRS, UMR IDEES, Université de Rouen).

Cevipof, 42, 2005, p. 110-120 ; (avec Jérôme Fourquet, Céline Colange) « Permanences et mutations de la géographie référendaire européenne », *Revue politique et parlementaire*, 1036, juillet/août/septembre 2005, p. 39-50. Ses recherches portent sur la géographie de la démocratie, la géographie urbaine et le développement local (<michel.bussi@univ-rouen.fr>).

Jérôme Fourquet est directeur adjoint du département Opinion publique de l'IFOP. Il a notamment publié : (avec Loïc Ravenel, Pascal Buléon) « Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002 », *Espace, Populations, Sociétés*, 3, 2003, p. 469-482 ; (avec Michel Bussi) « Analyse des régionales 2004 : l'apport de la géographie électorale », *Revue politique et parlementaire*, 1029-1030, avril/mai/juin 2004, p. 27-42 ; (avec Michel Bussi, Loïc Ravenel) « Élections régionales de 2004 : notabilités traditionnelles et nouvelles maîtrises des territoires électoraux », *Revue française de sciences politiques*, 54 (4), août 2004, p. 639-667 ; (avec Michel Bussi, Loïc Ravenel, Céline Colange) « Au delà d'un "vote de classe", la permanence de spécificités régionales », dans Annie Laurent, Nicolas Sauger (dir.), « Le référendum de ratification du traité constitutionnel européen : le "non" français », *Les Cahiers du Cevipof*, 42, 2005, p. 110-120 ; (avec Michel Bussi, Céline Colange) « Permanences et mutations de la géographie référendaire européenne », *Revue politique et Parlementaire*, 1036, juillet/août/septembre 2005, p. 39-50. Ses recherches portent sur les comportements électoraux et sur l'opinion publique (<jerome.fourquet@ifop.com>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2007. NEUF CARTES POUR COMPRENDRE

Cet article a pour objectif d'analyser les principaux enseignements de l'élection présidentielle de 2007 à travers neuf cartes. Celles-ci sont réalisées à l'échelle du canton, ce qui met en évidence des modifications fines de la géographie électorale française. Deux constats majeurs apparaissent. Il s'agit, tout d'abord, un nouveau clivage ouest-est de la France, caractérisé par la conquête par Nicolas Sarkozy des terres frontistes de l'est de la France et les progrès dans l'ouest de la France de la gauche socialiste et de François Bayrou sur les terres de classes moyennes et ouvrières « modérées ». Ensuite, on peut mesurer un clivage urbain-périurbain-rural, qui semble encore s'accroître vis-à-vis des élections nationales antérieures.

FRENCH PRESIDENTIAL ELECTION 2007. NINE MAPS TO UNDERSTAND

This article analyzes the main lesson of the French presidential election of 2007, through nine maps. These maps use the scale of the canton, and show the modifications of the French electoral geography. Two major facts appear : first of all, a new cleavage West-East of France, characterized by the conquest by Nicolas Sarkozy of the Front national's lands, and by the progress in the West of the socialist party and Francois Bayrou among the "moderate" middle class and workers. Then, one can measure an urban-suburban-rural cleavage, which seems to be accentuated compared to the former national elections.